

## ENTRETIEN AVEC LE POLITOLOGUE MAURITANIEN LE DR MOHAMMAD-MAHMOUD OULD MOHAMEDOU

# «Ce n'est pas un coup d'Etat»

**Le Soir d'Algérie : Les événements qui viennent de se dérouler en Mauritanie peuvent-ils être assimilés à un coup d'Etat ?**

**Ould Mohamedou :** Non. Un coup d'Etat, c'est prendre le pouvoir pour le garder de manière autoritaire et unilatérale non pas le prendre pour laisser les institutions fonctionner en promettant des élections. Il s'agit ici d'une nouvelle intervention de l'institution militaire en réaction à une décision insensée de la part du président déchu, M. Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, de limoger toute la hiérarchie militaire. Cette décision prise quasiment en secret vient à la suite d'un refus du président de trouver une solution consensuelle à la crise institutionnelle qui secoue le pays depuis trois mois.

**Pourtant, c'est bien le général qui commande le bataillon de protection présidentielle qui vient de déchoir le président de la République et son chef du gouvernement. N'est-ce pas là une manière d'interrompre le fonctionnement du système institutionnel légal ?**

Soyons clair. Le général Mohamed Ould Abdelaziz et ses collègues sont ceux-là mêmes qui avaient opéré le changement du 3 août 2005 en Mauritanie, ce changement qui a enfanté ce même environnement démocratique qui aura permis à l'ex-président Ould Cheikh Abdallahi d'être élu, avec leur soutien d'ailleurs.

Ces hauts officiers avaient, entre août 2005 et avril 2007, jeté les bases

d'une démocratie effective et d'un Etat de droit en Mauritanie, comme ils avaient supervisé une série de scrutins (constitutionnel, législatif et présidentiel) dont la validité avait été reconnue par tous. Ils ont tenu leurs promesses et regagné les casernes. S'ils en ressortent aujourd'hui, c'est en réaction à une maladroite tentative de décapitation de l'armée, pour précisément protéger cette légalité qui aura été mise à mal par une gestion patrimoniale des affaires de l'Etat par Sidi Ould Cheikh Abdallahi depuis son accession à la présidence.

**Sur quoi porte le fond du conflit entre le président de la République déchu, d'une part, et, d'autre part, cette majorité de parlementaires appuyés par certains chefs militaires ?**

Vous avez raison de séparer ces deux questions car l'amalgame est trop rapidement établi entre elles. Contre toute attente, suite à son élection, il y a un an, le président aujourd'hui déchu s'est attelé, au fil des quinze derniers mois, à entamer les réalisations de la transition de 2005-2007. Spécifiquement, cela s'est traduit par un refus, assez paradoxal, de traiter avec la majorité parlementaire — celle-là même qui l'avait porté au pouvoir —, par la nomination à répétition de figures connues à l'échelle nationale pour leur corruption et leur implication dans les années de la gabegie sous l'ancien régime, par l'isolement du premier parti politique du pays (le Rassemblement des forces démocratiques, RFD)



Le général Mohamed Ould Abdel Aziz.

et par une lecture ainsi qu'une pratique de plus en plus personnalisées du rôle de l'exécutif mauritanien dans le nouveau dispositif démocratique. Cela a, bien entendu, suscité un état de désarmement au sein de la population non sans aliéner, graduellement, le soutien de la classe politique et les militaires.

**J'insiste sur la nature du conflit, les protagonistes défendent des intérêts personnels ou des projets politiques différents ?**

C'est, paradoxalement,

le président qui s'est enfoncé dans une logique d'entêtement, privilégiant ses intérêts contre le dessein national issu de la transition de 2005-2007.

Qu'on le veuille ou non, cette transition est la résultante de l'action de ces mêmes représentants de l'armée... Aussi la crise s'est aggravée crescendo depuis trois mois avec, en mai, la mise en place d'un gouvernement non-représentatif de la volonté populaire ; le projet de dépôt par l'opposition, en juillet, d'une motion de censure présentée par une majorité de parlementaires ; la menace, en juillet et août, de la dissolution du Parlement par le président déchu ; l'opposition de ce dernier à un projet de commission d'enquête du Sénat pour faire la lumière sur des accusations de malversations de la part d'une fondation présidée par son épouse ; le rejet par lui par deux fois cette semaine d'une demande du Parlement de convoquer une session extraordinaire ce 10 août pour faire la lumière sur toutes ces questions. La décision de limogage des principaux chefs de l'armée, prise en catimini, ce 6 août au matin, est venue couronner le processus...

**Projet de mention de censure, projet d'enquête sur la fondation de l'épouse du président, projet d'institution d'une haute cour de justice, vous ne pensez pas que le président de la République avait toutes les raisons de**

**prendre les mesures qu'il a prises ?**

Comment cela ? A l'heure où, et c'est une première dans le monde arabe et africain, un parlement refuse d'être une chambre d'enregistrement, en se positionnant dans une logique institutionnelle pour précisément rester dans un cadre constitutionnel en recourant aux outils d'une démocratie qui se veut effective non pas cosmétique, voilà que le président de la République prend ombrage de ce fonctionnement au lieu de laisser la justice et la démocratie suivre leur cours ? Je pose la question : une dictature civile serait-elle impossible ou bien serait-elle plus tolérable ?

**Avec l'instauration du Haut-Comité d'Etat, quel est le statut actuel de l'armée en Mauritanie ? Elle est hors du système institutionnel, investie du pouvoir de se substituer au fonctionnement démocratique d'institutions élues ou bien est-elle dans le système institutionnel au service des autorités légales du pays ?**

Le problème se cantonne au remplacement provisoire de l'exécutif, il s'agit du président de la République et du Premier ministre. Le Haut-Comité d'Etat nouvellement créé a annoncé, dès sa formation, que les institutions législatives continueraient à fonctionner normalement, qu'un gouvernement serait mis en place pour le suivi des affaires de l'Etat et que l'élection présidentielle

Réalisé par Mohamed Chafik Mesbah

serait organisée le plus rapidement possible.

**Quelle est la position des forces de l'opposition après le coup de force du 6 août dernier ?**

Plusieurs partis, dont le principal parti de l'opposition, le RFD d'Ahmed Ould Daddah, ont exprimé leur soutien à cette action rectificative soulignant que c'est le «refus obstiné (du président Ould Cheikh Abdallahi) à trouver aux problèmes politiques leurs solutions dans un cadre constitutionnel régulier» qui a mené à cette situation. D'autres formations, notamment les islamistes d'Al Tawassoul, se sont opposées à la réaction de l'armée.

**La passivité relative des chancelleries occidentales face à ce coup de force, c'est la preuve que la Mauritanie n'est pas un enjeu stratégique ou que le coup de force n'est pas envisagé défavorablement par ces chancelleries ?**

La question peut sembler pour l'heure complexe. Elle ne l'est pas en pratique. Les gouvernements de ces chancelleries se doivent, par principe, de condamner la forme de l'action, particulièrement lorsqu'il s'agit dans ce cas d'une IIIème république mauritanienne réputée être, désormais, démocratique. Pour autant, ces mêmes chancelleries avaient suivi l'évolution négative de la gestion politique du président et elles avaient exprimé, informellement, leurs inquiétudes si une issue politique n'était pas trouvée rapidement. Je pense que l'on saura trouver rapidement une solution adéquate, respectueuse de la légalité internationale.

**A court terme, comment voyez-vous l'évolution de la situation en Mauritanie ?**

Les hommes qui sont intervenus ce 6 août 2008 sont les mêmes que ceux du 3 août 2005. Beaucoup d'observateurs avaient alors douté de leurs intentions ainsi que de leur capacité à mener à bon port le projet démocratique dont ils se prévalaient. La suite, nous la connaissons.

L'institution militaire a prouvé qu'elle pouvait être la garante de la démocratie en Mauritanie. Donnons à ces chefs militaires le bénéfice du doute et œuvrons dans un esprit constructif à retrouver le rêve démocratique, qui s'était estompé depuis la fin de la transition.

M. C. M.

